

# La force d'une solidarité internationale

## Entrevue avec Emilia Castro

Catherine Caron

---

Number 762, January–February 2013

Féminismes : état des lieux

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/68265ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Caron, C. (2013). La force d'une solidarité internationale : entrevue avec Emilia Castro. *Relations*, (762), 21–22.

# La force d'une solidarité internationale

## Entrevue avec Emilia Castro

Avec la Marche mondiale des femmes (MMF), en 2000, les féministes québécoises ont lancé un projet exceptionnel qui continue d'ouvrir de nouveaux chemins de solidarité. Emilia Castro, militante et syndicaliste du Conseil central de Québec Chaudière-Appalaches de la CSN, était de l'aventure et fait partie de la coordination du Québec et du comité international de la Marche. *Relations* s'est entretenue avec elle.

**Relations:** D'abord un événement, la Marche mondiale des femmes est devenue un réseau. Comment se porte-t-il et comment a-t-il évolué?

**Emilia Castro:** Bientôt treize ans après l'appel lancé par la Fédération des femmes du Québec (FFQ), qui a conduit à une marche d'une portée historique à laquelle 80 000 femmes ont participé dans 74 pays, entre le 8 mars et le 17 octobre 2000, la Marche mondiale des femmes est toujours très vivante. On a encore pu le constater récemment lors des 24 heures d'actions féministes, organisées le 10 décembre dernier partout dans le monde. Au Québec, il nous a semblé incontournable d'attirer l'attention sur l'enjeu des ressources naturelles, en lien avec les droits des femmes et des Autochtones.

La MMF se définit aujourd'hui comme un réseau féministe permanent international et ce qui la distingue est sa plateforme politique anticapitaliste, antipatriarcale et non partisane. Ses axes de travail sont la pauvreté des femmes et la violence exercée contre elles. La Charte mondiale des femmes pour l'humanité, adoptée en 2004, définit ses valeurs d'égalité, de paix, de justice, de solidarité et de liberté. Des coordinations nationales sont établies partout dans le monde. Celle du Québec existe depuis 2001. C'est évidemment lors des grandes mobilisations mondiales, tous les cinq ans, que le rayonnement de la Marche est à son summum. En 2010, notre rassemblement national à Rimouski, auquel plus de 10 000 femmes ont participé, a dépassé toutes les attentes. Mais le travail du réseau est constant et ce n'est jamais l'action pour l'action. Celle-ci s'accompagne toujours de réflexions et d'analyses, notamment sur les alternatives économiques à un modèle dominant injuste et sur le développement d'une économie féministe. Le réseau est aussi là lorsqu'une situation commande une solidarité immédiate, ce qui s'est produit récemment pour la population de Gaza, alors que la MMF était déjà très impliquée



Laurence Cardinal,  
*Sans titre n° 7*, 2001,  
techniques mixtes sur  
toile, 84 cm X 165 cm.  
Photo : Guy L'Heureux

dans l'organisation du Forum social mondial Palestine libre tenu en novembre à Porto Alegre, au Brésil.

Plus ça va, plus nos analyses s'enrichissent des expériences vécues dans les différents pays. Nous constatons de plus en plus que les femmes sont affectées par des situations semblables, qui découlent du système économique néolibéral. Un réseau comme la MMF nous aide à comprendre que nous ne sommes pas isolées dans le monde, qu'ailleurs des femmes mènent les mêmes luttes que nous. Un important travail d'enracinement de cette prise de conscience et de la solidarité internationale a été fait ces dernières années, en particulier dans les centres de femmes un peu partout au Québec. Cela se passe bien sûr aussi hors du réseau de la MMF, par exemple dans les syndicats, les

organismes de coopération internationale ou encore à la FFQ, dans son comité «Femmes et mondialisation» ou celui qui s'est mobilisé au sujet du féminicide à Ciudad Juárez, au Mexique, un crime qui se répand malheureusement ailleurs dans ce pays ainsi qu'en Amérique centrale.

**Rel. :** Quels défis vous apparaissent prioritaires?

**E. C. :** Comme on le sait, le gouvernement fédéral a entrepris une attaque d'envergure contre les groupes féministes et les droits des femmes, en particulier le droit à l'avortement. Il faut comprendre que ce droit est actuellement remis en question partout dans le monde, sous l'effet de la montée de la droite, notamment de la droite religieuse. La situation est extrêmement difficile et les acquis sont très fragiles. On observe une remise en question des droits des femmes dans plusieurs pays. Les Tunisiennes, par exemple, qui avaient conquis de haute lutte des droits que les femmes n'ont pas ailleurs dans le monde arabe et qui s'étaient fortement mobilisées pour faire tomber le régime de Ben Ali, sentent maintenant qu'elles perdent du terrain, particulièrement dans le cadre des travaux sur la

nouvelle constitution. Il y aura une forte mobilisation des femmes au prochain Forum social mondial à Tunis à la fin mars. Ce sera un moment très important de solidarité.

Que nous soyons du Nord ou du Sud, la montée des intégrismes, qu'ils soient de n'importe quelle

religion, s'observe un peu partout, s'ajoutant au capitalisme et au patriarcat que nous combattons. Ce sera l'un des enjeux prioritaires de la prochaine rencontre internationale de la MMF, en août prochain, où sera définie la prochaine grande mobilisation mondiale prévue en 2015.

Sur le plan organisationnel, les défis sont également nombreux. C'est de plus en plus difficile pour les groupes de femmes et la MMF n'y échappe pas. Son secrétariat international – dont le lieu change tous les six ans – fonctionne avec peu de moyens au Brésil, avec trois employés qui travaillent désormais à temps partiel. Dans les différents pays, tout repose sur le financement par projets, la générosité des militantes et de leurs alliés, les nouvelles technologies aussi, comme Skype, qui nous sont bien utiles.

**Rel. :** Interpellez-vous toujours les grandes institutions internationales comme au début?

**E. C. :** En 2000, la Marche s'était terminée à New York, le 17 octobre, devant les bureaux de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Il y a aussi eu une rencontre aux Nations unies avec des délégations de différents pays. Mais on se demande ce que cela donne de les interpeller alors qu'on n'a jamais reçu de véritables réponses. Les missions des Casques bleus de l'ONU suscitent aussi un

grand questionnement. Les femmes sont très critiques à leur égard, particulièrement celles qui vivent dans les zones de conflit ou de guerre comme en Haïti, par exemple, où ces soldats ont commis des violences contre les femmes. Pour l'instant, la MMF se tient donc un peu loin des grandes institutions internationales et l'heure est aux remises en question. On cible davantage les gouvernements des différents pays et certains processus nouveaux, comme l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA).

**Rel. :** Certains critiquent les rencontres internationales en y voyant une forme de tourisme militant. Que leur répondez-vous?

**E. C. :** On entend de moins en moins ce type de critiques et elles viennent presque toujours des mêmes qui tiennent un discours plus individualiste ou critique des syndicats, par exemple, lorsque ceux-ci estiment important de se mobiliser pour des causes sociales. Or, on ne peut pas travailler de façon isolée, en silo. Dans toutes les batailles que nous menons, s'il y a quelque part dans le monde un gain pour les femmes, il peut se transformer en gain collectif un peu partout, l'histoire l'a démontré.

Au sein du féminisme solidaire international, je reste vraiment frappée par l'harmonie et le grand respect qui caractérisent nos relations les unes avec les autres, par-delà les différences religieuses, culturelles ou autres. Il y a des débats parfois difficiles, mais une recherche constante de dialogue afin de rester dans une dynamique constructive. On essaie toujours de fonctionner par consensus. Par exemple, certains pays n'étaient pas d'accord pour que la MMF intègre la défense des droits des lesbiennes dans sa plateforme, et c'est avec le temps que nous avons réussi à mieux enraciner l'ensemble de la question des droits des femmes, incluant ceux des lesbiennes. Ce n'est pas en gardant le débat à l'échelle locale qu'on peut atteindre ce résultat. Actuellement, un sujet qui reste très délicat dans notre réseau est celui de la prostitution *vs* le travail du sexe. Il va falloir l'aborder, mais on essaie d'avoir beaucoup de sagesse : lorsqu'on sent que le fruit n'est pas mûr, on invite chaque pays à faire le débat et on poursuit la discussion sans précipiter une prise de position.

Aussi la grande diversité à laquelle les militantes sont exposées est très riche d'enseignements. Les femmes autochtones, par exemple, arrivent toujours avec un rituel très spirituel, symbolique et très politique aussi, rendant hommage à la Terre-Mère. Ailleurs, il peut arriver que des musulmanes se retirent d'une rencontre pour prier. Ce type d'expériences peut parfois déstabiliser les féministes québécoises que nous sommes, il faut l'avouer, mais cela nous révèle de nouvelles perspectives et nous aide à nous ouvrir à l'Autre. Les féministes catholiques sont aussi très présentes au sein de la MMF et y contribuent grandement. ●

**PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE CARON**

S'il y a quelque part dans le monde un gain pour les femmes, il peut se transformer en gain collectif un peu partout, l'histoire l'a démontré.